

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/LDC/SWG/IF/11

24 janvier 2001

(01-0362)

---

**Sous-Comité des pays les moins avancés**

## **ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROCESSUS D'ACCESSION DES PAYS LES MOINS AVANCÉS À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

### Note du Secrétariat

1. À sa vingt-deuxième session, qui s'est tenue en décembre 2000, le Sous-Comité des pays les moins avancés de l'OMC a demandé au Secrétariat, dans le cadre de sa contribution aux débats de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, d'établir une note factuelle sur l'état d'avancement du processus d'accèsion des PMA. La présente note fait le point à cet égard. Sur les quarante-huit pays classés par les Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés, le Bhoutan, le Cambodge, le Cap-Vert, la République démocratique populaire lao, le Népal, Samoa, le Soudan, le Vanuatu et le Yémen sont en voie d'accèsion à l'OMC, tandis que l'Éthiopie a le statut d'observateur.<sup>1,2</sup>

2. La présente note, qui s'inspire de précédents documents du Secrétariat de l'OMC et débats tenus entre Membres, décrit brièvement a) la procédure d'accèsion énoncée à l'article XII; b) les modalités et conditions d'accèsion, et le rythme de progression du processus, plus particulièrement la possibilité de bénéficier d'un traitement spécial et différencié, notamment de périodes de transition; c) l'octroi d'une assistance technique, et sa coordination, pour tenir compte des capacités et des besoins particuliers des PMA qui demandent à accéder à l'OMC; et d) le rapport entre les accèsions et les nouvelles négociations commerciales.

a) Accèsion au titre de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC

3. La négociation de l'accèsion à l'OMC au titre de l'article XII est plus complexe que pour l'accèsion au GATT de 1947, en raison principalement du fait que l'Accord sur l'OMC a une portée et un champ d'application plus vastes. Elle est également plus structurée et transparente. Cet article est libellé comme suit:

"1. Tout État ou territoire douanier distinct jouissant d'une entière autonomie dans la conduite de ses relations commerciales extérieures et pour les autres questions traitées dans le présent accord et dans les Accords commerciaux multilatéraux pourra accéder au présent accord à des conditions à convenir entre lui et l'OMC. Cette accèsion vaudra pour le présent accord et pour les Accords commerciaux multilatéraux qui y sont annexés.

---

<sup>1</sup> Vingt-neuf PMA sont Membres de l'OMC. Les autres – Afghanistan, Comores, Guinée équatoriale, Érythrée, Kiribati, Libéria, Sao-Tomé-et-Principe, Somalie et Tuvalu – ne sont pas actuellement en voie d'accèsion.

<sup>2</sup> À sa réunion d'octobre 1997 (WT/GC/M/23), le Conseil général a accédé à la demande de statut d'observateur présentée par l'Éthiopie (WT/L/229). L'examen de la demande de statut d'observateur auprès de l'OMC présentée par le Libéria (WT/L/357) a été reporté par le Conseil général à sa réunion de juillet 2000 (WT/GC/M/57).

2. Les décisions relatives à l'accession seront prises par la Conférence ministérielle. La Conférence ministérielle approuvera l'accord concernant les modalités d'accession à une majorité des deux tiers des Membres de l'OMC.

3. L'accession à un Accord commercial plurilatéral sera régie par les dispositions dudit accord."

4. Le texte de l'article XII ne fournit aucune indication sur les "conditions à convenir" pour l'accession, celles-ci devant être déterminées dans le cadre de négociations entre les Membres de l'OMC existants et le requérant. La procédure à suivre pour négocier ces conditions, qui doivent être convenues par chaque Groupe de travail, a évolué. En consultation avec les Membres de l'OMC, le Secrétariat a établi un ensemble de procédures à suivre.<sup>3</sup>

5. Le processus d'accession commence avec la présentation par le gouvernement au Directeur général d'une demande formelle d'accession. Le Conseil général examine ensuite la demande d'accession au titre de l'article XII de l'Accord sur l'OMC et voit s'il convient d'établir un groupe de travail. Le Groupe de travail procède d'abord à un examen factuel du régime de commerce extérieur du gouvernement accédant en se fondant sur l'Aide-mémoire qu'il a présenté et sur les réponses aux questions des Membres. À un moment approprié, les travaux se poursuivent par la négociation des modalités d'accession, qui portent sur trois grands domaines: le respect des règles de l'OMC et l'accès aux marchés des produits et des services. Une fois approuvé, le rapport du Groupe de travail, y compris un projet de Décision et de Protocole d'accession, est présenté au Conseil général. Le Protocole, qui renferme l'ensemble des engagements convenus concernant les règles, les concessions et engagements concernant les marchandises, et les engagements spécifiques concernant les services, définit les conditions auxquelles le requérant est invité à accéder à l'OMC. Une fois que le Conseil général a adopté le rapport et approuvé le projet de Décision, le gouvernement accédant devient Membre de l'OMC 30 jours après avoir accepté son Protocole d'accession.

b) Modalités et conditions d'accession et rythme de progression du processus

6. Le nombre d'accessions au GATT/à l'OMC et de demandes d'accession présentées par les gouvernements intéressés a augmenté régulièrement. Si les membres fondateurs du GATT étaient au nombre de 23, l'on comptait, au 31 décembre 2000, 140 Membres de l'OMC, et 28 autres pays étaient en voie d'accession. Le document WT/ACC/7/Rev.2 examine en profondeur comment a fonctionné le processus d'accession depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

7. Aucun PMA n'a mené à terme son processus d'accession à l'OMC, mais d'après le temps qu'il a fallu aux Groupes de travail de l'accession pour achever leurs travaux au titre de l'article XII de l'Accord sur l'OMC, on peut dire que le processus d'accession prend entre trois et dix ans, voire davantage.<sup>4</sup> Les tableaux figurant en annexe au présent document donnent un aperçu du rythme de progression et de l'état d'avancement du processus pour les neuf PMA en voie d'accession. Il en ressort que l'état d'avancement des accessions en cours varie considérablement d'un PMA à l'autre, et que le rythme en est déterminé par le requérant. Cinq PMA requérants ont présenté un aide-mémoire sur leur régime de commerce extérieur. Deux d'entre eux ont fourni des réponses aux questions communiquées par les Membres conformément au document WT/ACC/1 ("phase d'investigation") et

---

<sup>3</sup> Les différentes étapes du processus d'accession sont décrites dans le document WT/ACC/1, qui contient également un modèle de présentation détaillé des renseignements devant être fournis par le requérant (Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur). Celui-ci est complété par les Notes techniques établies par le Secrétariat sur les renseignements à fournir en ce qui concerne l'agriculture, le commerce des services, les questions relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires et aux obstacles techniques au commerce et les ADPIC, figurant dans les documents WT/ACC/4, 5, 8 et 9, respectivement.

<sup>4</sup> Document WT/ACC/7/Rev.2.

leurs Groupes de travail respectifs ont tenu leur première réunion. Ces deux requérants ont également présenté des offres tarifaires, des tableaux explicatifs pour l'agriculture et des offres pour les services sur lesquels se fondent les négociations dans ces domaines et qui déterminent la manière d'aborder les étapes finales de leur processus d'accession.

8. Lors des débats consacrés au processus d'accession à proprement parler, des Membres et des observateurs se sont exprimés sur le rythme de progression du processus et sur les conditions et modalités d'accession, en particulier pour ce qui est des PMA et des petits États en développement insulaires.<sup>5</sup> En réponse à des préoccupations exprimées au sujet des retards, ainsi que de la nécessité d'équilibrer les droits et les obligations des gouvernements des PMA accédants, compte tenu de leur niveau de développement économique, d'aucuns se sont dits favorables à l'accélération du processus, certains proposant de lui donner rapidement effet sur le plan opérationnel.<sup>6</sup> Certains Membres ont toutefois émis des réserves quant à l'élaboration de critères d'accession "parallèles" ou différents, et ont souligné à quel point il était important que tous les Membres de l'OMC, quel que soit leur niveau de développement économique, contractent des engagements significatifs en matière d'accès aux marchés et créent les capacités nécessaires pour mettre en œuvre une législation compatible avec les règles de l'OMC, afin de pouvoir être intégré dans le système commercial multilatéral et y participer de manière effective. D'autres ont exhorté les gouvernements accédants à ne pas attendre la conclusion des négociations pour rendre leur législation conforme aux règles de l'OMC. À cette fin, il a été souligné qu'il importait de fournir l'assistance technique appropriée aux différentes étapes du processus d'accession.

9. La possibilité de bénéficier de périodes de transition a également fait l'objet de débats et de négociations au sein des groupes de travail de l'accession. Les périodes de transition accordées aux Membres originels de l'OMC n'ont pas été automatiquement offertes aux gouvernements accédants au titre de l'article XII, quel que soit leur niveau de développement économique. Quelques périodes de transition ont été consenties dans des secteurs limités et pour de courtes périodes après communication d'un calendrier de mise en œuvre détaillé et moyennant une garantie de conformité aux règles de l'OMC (promulgation de la législation nécessaire, formation du personnel responsable de la mise en œuvre, etc.) dans tous les autres secteurs.<sup>7</sup>

10. Différentes opinions ont été exprimées lors des débats sur la nécessité des périodes de transition et du traitement spécial et différencié. Si quelques Membres ont dit qu'aucune disposition ne prévoyait l'octroi automatique de périodes de transition aux gouvernements accédants, d'autres ont indiqué qu'ils n'étaient pas, *a priori*, opposés à l'octroi de périodes de transition, à condition que celles-ci soient clairement justifiées. Certains ont mentionné que toutes les dispositions en vigueur de l'OMC concernant le traitement spécial et différencié des PMA devaient automatiquement s'appliquer sans aucune négociation à tous les PMA en voie d'accession à l'OMC.

11. Si certains Membres ont indiqué que l'article XII de l'OMC n'imposait aucune limite aux modalités d'accession à convenir par voie de négociations avec les Membres existants, il fallait être conscient des capacités des PMA. À cet égard, les PMA accédants, qui contractent des obligations

---

<sup>5</sup> Les vues exprimées au Conseil général au sujet du processus d'accession figurent dans les documents WT/GC/M/32, WT/GC/M/40/Add.3 et WT/GC/M/55. Les déclarations faites aux Conférences ministérielles de l'OMC de Singapour (série WT/MIN(96)/ST/), de Genève (série WT/MIN(98)/ST/) et de Seattle (série WT/MIN(99)/ST/) contiennent également des références à l'accession à l'OMC.

<sup>6</sup> Les Communautés européennes ont présenté au Conseil général une communication figurant dans le document WT/GC/W/153. Dans le document, une procédure simplifiée est analysée, qui se fonde sur une série de critères minimaux pouvant s'appliquer, sans discrimination, à tous les PMA. La proposition a été examinée par le Conseil à sa réunion de juin 1999 (document WT/GC/M/40/Add.3).

<sup>7</sup> Document WT/ACC/7/Rev.2.

plus rigoureuses que celles auxquelles ont souscrit les Membres actuels de l'OMC (désignées par l'expression obligations "allant au-delà de celles de l'OMC"), sollicitent davantage leurs capacités existantes. L'accession de nouveaux Membres devrait renforcer le système, et on attend des gouvernements accédants, y compris des PMA, qu'ils démontrent qu'ils sont disposés à se conformer pleinement aux règles de l'OMC dès leur accession. Il est nécessaire que les Membres existants et les PMA accédants eux-mêmes prennent des engagements d'une manière souple, mais non moins significative, pour faire avancer le processus d'accession.

- c) Renforcement des capacités des PMA en voie d'accession – fourniture d'une assistance technique

12. De nombreux Membres de l'OMC ont déclaré qu'il faudrait prendre des mesures pour accélérer le processus d'accession des PMA. Dans les premières étapes de l'accession, puis plus tard, le rythme de progression du processus, tel qu'il est déterminé par le requérant, pourrait être accéléré par la fourniture d'une assistance technique. En fournissant en temps opportun une assistance technique appropriée, par le canal de sources bilatérales ou multilatérales, on pourrait faciliter le processus d'accession et renforcer la capacité, pour les pays les moins avancés requérants, d'accélérer le rythme et d'améliorer la qualité de leurs communications et des travaux préparatoires techniques en vue de leur accession.

13. De nombreux PMA requérants en sont aux premières étapes de l'accession – l'investigation – et sont, notamment, en train d'élaborer l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur et les documents explicatifs, ainsi que les réponses aux questions adressées par écrit. Il est reconnu qu'en investissant du temps et des ressources dans la présentation d'un aide-mémoire exhaustif et approprié, on simplifie et facilite le déroulement des étapes ultérieures de la procédure d'accession.<sup>8</sup> En réponse à des demandes émanant de PMA requérants, des bailleurs de fonds bilatéraux ainsi que des organisations internationales, telles que la CNUCED et l'OMC, ont fourni et pourront continuer de fournir un soutien technique aux fins des travaux préparatoires.

14. À mesure que l'examen de l'aide-mémoire et d'autres documents explicatifs progresse, il convient d'accorder davantage d'attention aux besoins d'assistance technique des PMA pour qu'ils puissent mener à terme leur processus d'accession. Les PMA requérants dont le processus d'accession est bien engagé bénéficient généralement, à leur demande, d'une assistance technique pour la présentation d'offres, la formation à la diplomatie commerciale, y compris les techniques de négociation, la fourniture des renseignements dont le Groupe de travail a besoin et la rédaction d'une législation compatible avec les règles de l'OMC. Cette assistance est tout particulièrement utile pour créer les capacités permettant de mettre en œuvre le système commercial multilatéral fondé sur des règles et d'y participer de manière effective. Certains Membres ont aidé les gouvernements accédants, à titre bilatéral, à mettre en place la législation et les mécanismes de mise en œuvre voulus, réduisant ainsi la nécessité des périodes de transition. Afin d'accélérer leur accession, on pourrait continuer à surveiller et à favoriser la prise en compte requise des capacités existantes et des besoins ultérieurs d'assistance des PMA requérants.

15. Dans le cadre de son programme de coopération technique, le Secrétariat de l'OMC fournit, sur demande, une aide à tous les gouvernements en voie d'accession, dans les limites des ressources disponibles.<sup>9</sup> Les neuf pays les moins avancés candidats à l'accession ont fait l'objet d'une attention particulière. L'assistance technique fournie sur demande comprend la mise en valeur des ressources

---

<sup>8</sup> Pour présenter les renseignements d'une manière exhaustive, l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur devrait être conforme au modèle de présentation reproduit dans le document WT/ACC/1.

<sup>9</sup> Le programme de coopération technique actuel de l'OMC est décrit dans le document WT/LDC/SWG/IF/7/Rev.1.

institutionnelles et humaines sous la forme de séminaires et ateliers organisés aux niveaux national, ou régional ou à Genève, ainsi que d'une aide destinée à fournir les renseignements dont le Groupe de travail a besoin, à rédiger une législation, à présenter des offres, à suivre des stages de formation comprenant des exercices de simulation de négociations commerciales, ainsi qu'à créer des centres de référence. L'assistance technique fournie par d'autres organisations régionales et internationales, dont la CNUCED, l'Organisation mondiale des douanes et l'OMPI, complète ces activités.<sup>10</sup> En outre, le Secrétariat prend toutes les mesures possibles pour coordonner l'assistance technique relative aux accessions que fournissent d'autres organisations et les Membres de l'OMC.

16. Compte tenu de la nécessité d'accroître et de mieux coordonner les activités de coopération technique dont peuvent bénéficier tous les gouvernements des PMA accédants, des mesures sont sérieusement à l'étude afin d'améliorer la fourniture d'aide au titre du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA. À cet égard, les six organisations participantes – Banque mondiale, CCI, CNUCED, FMI, OMC et PNUD – collaborent étroitement avec les PMA et leurs partenaires bilatéraux, régionaux et multilatéraux en matière de développement afin de fournir, à titre de projet pilote, une assistance liée au commerce dans le cadre de la stratégie globale de développement des PMA.

d) Conclusions: accessions et nouvelles négociations commerciales

17. Les accessions continuent de représenter un défi majeur, car les Groupes de travail de l'accession de vingt-huit pays, y compris les neuf PMA, n'ont pas encore achevé leurs travaux tels qu'ils sont définis dans leur mandat. La présente note et les tableaux d'accompagnement indiquent que les processus d'accession des PMA en sont à des stades très différents, certains n'en étant qu'aux tout débuts, alors que d'autres sont très avancés. Le Groupe de travail de l'accession d'un PMA au moins pourrait achever ses travaux en 2001, si tant le gouvernement accédant que les Membres de l'OMC faisaient preuve de suffisamment de souplesse.

18. La fourniture en temps opportun d'une assistance technique appropriée, à différents stades, facilite considérablement le processus d'accession et renforce les capacités humaines et institutionnelles existant dans les PMA. Toutefois, pour accélérer le processus d'accession des PMA requérants, il serait bon également d'étudier d'autres mesures souples et novatrices. Il a également été suggéré d'élaborer des lignes directrices convenues pour l'accession des PMA afin d'accélérer leur processus d'accession.<sup>11</sup> Le Secrétariat et les Membres de l'OMC ont déjà réussi à ramener au minimum le nombre de réunions des groupes de travail et à s'assurer que les réunions tenues produisent le plus de résultats possible. Il s'agit là de mesures bienvenues que l'on doit poursuivre pour accroître le nombre de PMA Membres de l'OMC.

19. Il est dans l'intérêt des Membres de l'OMC que le plus grand nombre possible de ces gouvernements accédants participent en qualité de Membres au nouveau cycle de négociations commerciales, lorsqu'il sera engagé. Pour ce faire, il convient d'élaborer des approches constructives et nouvelles, ce qui permettrait aux gouvernements accédants de maintenir le rythme des réformes nationales et de veiller à ce que ces réformes tiennent compte de l'évolution des règles et disciplines de l'OMC. Il est reconnu que, malgré tous les efforts fournis par les Membres, les gouvernements accédants n'auront peut-être pas tous mené leur accession avant le lancement des prochaines négociations commerciales multilatérales. Les Membres de l'OMC ont suggéré que le Conseil général envisage des modalités permettant à ces gouvernements de prendre une part aussi effective que

---

<sup>10</sup> Les accords de coopération conclus entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale prévoient la tenue de consultations dans le but de rendre plus cohérente la formulation des politiques économiques au niveau mondial, ainsi qu'une coopération technique avec les pays accédants.

<sup>11</sup> Document WT/GC/W/153. Voir plus haut la note de bas de page 6.

possible aux nouvelles négociations, y compris en leur offrant, notamment, une certaine sécurité sans aller jusqu'à un engagement juridiquement contraignant comme pourrait l'être une accession provisoire.<sup>12</sup>

---

<sup>12</sup> Pour le compte rendu des débats, voir le document WT/GC/M/40/Add.3.

## Annexe 1

### État d'avancement du processus d'accession des PMA<sup>13</sup>

Pays	Népal	Soudan	Cambodge	Vanuatu	Laos	Samoa	Bhoutan	Cap-Vert	Yémen
Demande	Mai 89	Oct. 94	Déc. 94	Juillet 95	Juillet 97	Avril 98	Sept. 99	Oct. 99	Avril 00
Établissement du Groupe de travail	Juin 89	Oct. 94	Déc. 94	Juillet 95	Février 98	Juillet 98	Oct. 99	Juillet 00	Juillet 00
Aide-mémoire	Février 90 Août 98 Sept. 98 Juin 00	Janv. 99	Juin 99	Nov. 95		Février 00			
Première réunion du Groupe de travail	Mai 00			Juillet 96					
Offres tarifaires	Juillet 00			Nov. 97 Mai 98 Nov. 99					
Offres pour les services	Juillet 00			Nov. 97 Nov. 99					
Données concernant l'agriculture	Sept. 98 Juillet 99								
Projet de rapport du Groupe de travail									
Adoption du rapport par le Groupe de travail									
Adoption du rapport par le Conseil									
Accession									

Note: Les requérants figurent dans l'ordre dans lequel ils ont présenté leur demande.

<sup>13</sup> On trouvera dans le document WT/ACC/7/Rev.2 des renseignements sur l'état d'avancement des travaux des 28 groupes de travail des accessions.

Annexe 2

**ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES  
GROUPES DE TRAVAIL PAR PMA**

BHOUTAN

PMA

1.	<b>Réception de la demande</b>	17 septembre 1999	WT/ACC/BTN/1/Rev.1
2.	<b>Établissement du Groupe de travail</b>	6 octobre 1999	WT/GC/M/48
3.	<b>Aide-mémoire</b>		
4.	<b>Questions et réponses</b>		
5.	<b>Réunions du Groupe de travail</b>		
6.	<b>Autres documents</b>		
	a) Questions et réponses additionnelles		
	b) Secteur agricole (WT/ACC/4)		
	c) Secteur des services (WT/ACC/5)		
7.	<b>Négociations sur les marchandises</b>		
	a) Offres tarifaires		
	b) Liste d'engagements concernant les marchandises		
8.	<b>Négociations sur les services</b>		
	a) Projet de Liste d'engagements concernant les services		
	b) Liste d'engagements concernant les services		
9.	<b>Résumé factuel</b>		
10.	<b>Projet de rapport du Groupe de travail</b>		



CAMBODGE

PMA

1.	<b>Réception de la demande</b>	8 décembre 1994	PC/W/19
2.	<b>Établissement du Groupe de travail</b> Président: M. A. Meloni (Italie)	21 décembre 1994	PC/M/11
3.	<b>Aide-mémoire</b>	22 juin 1999	WT/ACC/KHM/2
4.	<b>Questions et réponses</b>	4 janvier 2001 11 janvier 2001	WT/ACC/KHM/2 Add.1 et Add.2
5.	<b>Réunions du Groupe de travail</b>		
6.	<b>Autres documents</b>		
	a) Questions et réponses additionnelles		
	b) Secteur agricole (WT/ACC/4)		
	c) Secteur des services (WT/ACC/5)		
7.	<b>Négociations sur les marchandises</b>		
	a) Offres tarifaires		
	b) Liste d'engagements concernant les marchandises		
8.	<b>Négociations sur les services</b>		
	a) Projet de Liste d'engagements concernant les services		
	b) Liste d'engagements concernant les services		
9.	<b>Résumé factuel</b>		
10.	<b>Projet de rapport du Groupe de travail</b>		

CAP-VERT

PMA

1.	<b>Réception de la demande</b>	12 novembre 1999	WT/ACC/CPV/1
2.	<b>Établissement du Groupe de travail</b>	17 juillet 2000	WT/GC/M/57
3.	<b>Aide-mémoire</b>		
4.	<b>Questions et réponses</b>		
5.	<b>Réunions du Groupe de travail</b>		
6.	<b>Autres documents</b>		
	a) Questions et réponses additionnelles		
	b) Secteur agricole (WT/ACC/4)		
	c) Secteur des services (WT/ACC/5)		
7.	<b>Négociations sur les marchandises</b>		
	a) Offres tarifaires		
	b) Liste d'engagements concernant les marchandises		
8.	<b>Négociations sur les services</b>		
	a) Projet de Liste d'engagements concernant les services		
	b) Liste d'engagements concernant les services		
9.	<b>Résumé factuel</b>		
10.	<b>Projet de rapport du Groupe de travail</b>		

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

PMA

1.	<b>Réception de la demande</b>	16 juillet 1997	WT/ACC/LAO/1
2.	<b>Établissement du Groupe de travail</b> Président: S.E. M. G. Raby (Australie)	19 février 1998	WT/GC/M/26
3.	<b>Aide-mémoire</b>		
4.	<b>Questions et réponses</b>		
5.	<b>Réunions du Groupe de travail</b>		
6.	<b>Autres documents</b>		
	a) Questions et réponses additionnelles		
	b) Secteur agricole (WT/ACC/4)		
	c) Secteur des services (WT/ACC/5)		
7.	<b>Négociations sur les marchandises</b>		
	a) Offres tarifaires		
	b) Liste d'engagements concernant les marchandises		
8.	<b>Négociations sur les services</b>		
	a) Projet de Liste d'engagements concernant les services		
	b) Liste d'engagements concernant les services		
9.	<b>Résumé factuel</b>		
10.	<b>Projet de rapport du Groupe de travail</b>		

## NÉPAL

## PMA

1.	<b>Réception de la demande</b>	16 mai 1989	
2.	<b>Établissement du Groupe de travail</b> Président: S.E. M. R. Farrell (Nouvelle-Zélande)	21-22 juin 1989	C/M/234
3.	<b>Aide-mémoire</b>	26 février 1990 10 août 1998 18 septembre 1998 16 juin 2000	L/6637 (marchandises seulement) WT/ACC/NPL/2 Add.1 et Add.2 Corr.1
4.	<b>Questions et réponses</b>	8 juin 1999 14 juin 2000 17 mai 2000	WT/ACC/NPL/3 et Add.1/Add.2 Add.3 Corr.1
5.	<b>Réunions du Groupe de travail</b>	22 mai 2000	
6.	<b>Autres documents</b>		
	a) Questions et réponses additionnelles		
	b) Secteur agricole (WT/ACC/4)	17 septembre 1998 8 juillet 1999	WT/ACC/SPEC/NPL/1 WT/ACC/SPEC/NPL/2
	c) Secteur des services (WT/ACC/5)		
7.	<b>Négociations sur les marchandises</b>		
	a) Offres tarifaires	7 juillet 2000	WT/ACC/SPEC/NPL/3
	b) Liste d'engagements concernant les marchandises		
8.	<b>Négociations sur les services</b>		
	a) Projet de Liste d'engagements concernant les services	7 juillet 2000	WT/ACC/SPEC/NPL/4
	b) Liste d'engagements concernant les services		
9.	<b>Résumé factuel</b>		
10.	<b>Projet de rapport du Groupe de travail</b>		

SAMOA

PMA

1.	<b>Réception de la demande</b>	15 avril 1998	WT/ACC/WSM/1
2.	<b>Établissement du Groupe de travail</b> Président: M. Yoichi Suzuki (Japon)	15 juillet 1998	WT/GC/M/29
3.	<b>Aide-mémoire</b>	17 février 2000	WT/ACC/SAM/2
4.	<b>Questions et réponses</b>		
5.	<b>Réunions du Groupe de travail</b>		
6.	<b>Autres documents</b>		
	a) Questions et réponses additionnelles		
	b) Secteur agricole (WT/ACC/4)		
	c) Secteur des services (WT/ACC/5)		
7.	<b>Négociations sur les marchandises</b>		
	a) Offres tarifaires		
	b) Liste d'engagements concernant les marchandises		
8.	<b>Négociations sur les services</b>		
	a) Projet de Liste d'engagements concernant les services		
	b) Liste d'engagements concernant les services		
9.	<b>Résumé factuel</b>		
10.	<b>Projet de rapport du Groupe de travail</b>		

## SOUDAN

## PMA

1.	<b>Réception de la demande</b>	11 octobre 1994	PC/W/4
2.	<b>Établissement du Groupe de travail</b> Président: M. A. Lecheheb (Maroc)	25 octobre 1994	PC/M/6
3.	<b>Aide-mémoire</b>	26 janvier 1999	WT/ACC/SDN/3
4.	<b>Questions et réponses</b>	30 novembre 2000	WT/ACC/SDN/4 et Add.1
5.	<b>Réunions du Groupe de travail</b>		
6.	<b>Autres documents</b>		
	a) Questions et réponses additionnelles		
	b) Secteur agricole (WT/ACC/4)		
	c) Secteur des services (WT/ACC/5)		
7.	<b>Négociations sur les marchandises</b>		
	a) Offres tarifaires		
	b) Liste d'engagements concernant les marchandises		
8.	<b>Négociations sur les services</b>		
	a) Projet de Liste d'engagements concernant les services		
	b) Liste d'engagements concernant les services		
9.	<b>Résumé factuel</b>		
10.	<b>Projet de rapport du Groupe de travail</b>		

VANUATU

PMA

1.	<b>Réception de la demande</b>	7 juillet 1995	WT/ACC/VUT/1
2.	<b>Établissement du Groupe de travail</b> Présidente: S.E. Mme S. Syahrudin (Indonésie)	11 juillet 1995	WT/GC/M/5
3.	<b>Aide-mémoire</b>	30 novembre 1995	WT/ACC/VUT/2
4.	<b>Questions et réponses</b>	9 mai 1996	WT/ACC/VUT/4 et Add.1
5.	<b>Réunions du Groupe de travail</b>	3 juillet 1996 18 octobre 1999	Deux réunions formelles du Groupe de travail
6.	<b>Autres documents</b>		
	a) Questions et réponses additionnelles	27 octobre 1997 11 mai 1998	WT/ACC/VUT/6 WT/ACC/VUT/7 Add.1 et Corr.1 Add.2
	b) Secteur agricole (WT/ACC/4)		
	c) Secteur des services (WT/ACC/5)		
7.	<b>Négociations sur les marchandises</b>		
	a) Offres tarifaires	3 novembre 1997 11 mai 1998	WT/ACC/SPEC/VUT/2 Rev.2
	b) Liste d'engagements concernant les marchandises	10 novembre 1999	WT/ACC/VUT/12/Add.1
8.	<b>Négociations sur les services</b>		
	a) Projet de Liste d'engagements concernant les services	3 novembre 1997 22 septembre 1999 9 novembre 1999	WT/ACC/SPEC/VUT/3 Rev.2 WT/ACC/VUT/12
	b) Liste d'engagements concernant les services		
9.	<b>Résumé factuel</b>		
10.	<b>Projet de rapport du Groupe de travail</b>	22 septembre 1999 9 novembre 1999	WT/ACC/SPEC/VUT/7 WT/ACC/VUT/12

## YÉMEN

## PMA

1.	<b>Réception de la demande</b>	12 avril 2000	WT/ACC/YEM/1
2.	<b>Établissement du Groupe de travail</b>	17 juillet 2000	WT/GC/M/57
3.	<b>Aide-mémoire</b>		
4.	<b>Questions et réponses</b>		
5.	<b>Réunions du Groupe de travail</b>		
6.	<b>Autres documents</b>		
	a) Questions et réponses additionnelles		
	b) Secteur agricole (WT/ACC/4)		
	c) Secteur des services (WT/ACC/5)		
7.	<b>Négociations sur les marchandises</b>		
	a) Offres tarifaires		
	b) Liste d'engagements concernant les marchandises		
8.	<b>Négociations sur les services</b>		
	a) Projet de Liste d'engagements concernant les services		
	b) Liste d'engagements concernant les services		
9.	<b>Résumé factuel</b>		
10.	<b>Projet de rapport du Groupe de travail</b>		